

RCS : LILLE METROPOLE

Code greffe : 5910

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de LILLE METROPOLE atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 2007 B 03988

Numéro SIREN : 500 569 405

Nom ou dénomination : DECATHLON FRANCE

Ce dépôt a été enregistré le 11/08/2022 sous le numéro de dépôt 21684

Société : DECATHLON FRANCE; Date de clôture : 31/12/2021

Arnaud Gauquelin

I. Bilan : Actif en K€

BILAN-ACTIF	Exercice N			Exercice N-1
	Brut	Amortissements	Net	Net
Capital souscrit non appelé				
Frais d'établissement				
Frais de développement	44	39	5	9
Concessions,brevets et droits similaires	1 024	662	362	442
Fonds commercial	5 093	6	5 087	5 392
Autres immobilisations incorporelles				150
Avances sur immos incorporelles				
TOTAL immobilisations incorporelles	6 161	707	5 454	5 993
Terrains				
Constructions	362 423	236 425	125 998	126 180
Installations techniques, matériel	38 745	28 412	10 333	10 924
Autres immobilisations corporelles	86 919	59 626	27 293	28 178
Immobilisations en cours	4 088	0	4 088	4 476
Avances et acomptes	175		175	8
TOTAL immobilisations corporelles	492 351	324 464	167 887	169 766
Participations selon la méthode de meq				
Autres participations	141		141	141
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	3 334		3 334	3 610
TOTAL immobilisations financières	3 475	0	3 475	3 751
Total Actif Immobilisé	501 987	325 171	176 816	179 510
Matières premières, approvisionnements				
En cours de production de biens				
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises	244 243	3 364	240 879	247 576
TOTAL Stock	244 243	3 364	240 879	247 576
Avances et acomptes versés sur commandes	4 481		4 481	5 449
Clients et comptes rattachés	47 348	972	46 376	42 311
Autres créances	479 814	107	479 707	375 626
Capital souscrit et appelé, non versé				
TOTAL Créances	527 162	1 079	526 083	417 936
Valeurs mobilières de placement (dont actions propre: 2)				
Disponibilités	21 003		21 003	38 681
TOTAL Disponibilités	21 003	0	21 003	38 681
Charges constatées d'avance	19 750		19 750	15 447
TOTAL Actif circulant	816 639	4 443	812 196	725 090
Frais d'émission d'emprunt à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Écarts de conversion actif				0
Total Général	1 318 626	329 614	989 012	904 600

Société : DECATHLON FRANCE; Date de clôture : 31/12/2021

Arnaud Gauquelin

II. Bilan : Passif en K€

BILAN-PASSIF	Exercice N	Exercice N-1
Capital social ou individuel (dont versé :)	31 000	31 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport,	65 822	65 822
Ecarts de réévaluation (dont écart d'équivalence :)		
Réserve légale	3 100	3 100
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées (dont réserve des prov. fluctuation des cours :)		
Autres réserves (dont réserve achat d'œuvres originales d'artistes :)	15 158	48 238
TOTAL Réserves	18 258	51 338
Report à nouveau		37 978
RÉSULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	72 115	28 941
Subventions d'investissement	2 182	2 214
Provisions réglementées	34 940	33 635
TOTAL CAPITAUX PROPRES	224 317	250 929
Produit des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
TOTAL AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques	9 324	8 153
Provisions pour charges		978
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	9 324	9 131
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	0	0
Emprunts et dettes financières divers (dont emprunts participatifs :)	24	16
TOTAL dettes financières	24	16
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	6 999	5 586
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	554 359	472 452
Dettes fiscales et sociales	190 021	165 222
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	3 300	6
Autres dettes	21	344
TOTAL dettes d'exploitation	754 724	643 610
Produits constatés d'avance	647	913
TOTAL DETTES	755 371	644 540
Ecarts de conversion passif		
TOTAL GÉNÉRAL - PASSIF	989 012	904 600

III. Compte de résultat en K€

Compte de résultat	Exercice N			Exercice N-1
	France	Exportation	Total	
Ventes de marchandises	3 335 995	739	3 336 734	2 823 817
Production vendue biens				1
Production vendue services	58 151	247	58 399	51 636
Chiffres d'affaires nets	3 394 147	986	3 395 133	2 875 454
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation				63
Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges			18 178	8 734
Autres produits			2 972	426
Total des produits d'exploitations (I)			3 416 283	2 884 676
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			2 217 773	1 865 996
Variation de stock (marchandises)			7 809	25 765
Achats de matières premières et autres approvisionnements (y compris droits de douane)				
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)				
Autres achats et charges externes			446 747	408 729
Impôts, taxes et versements assimilés			76 113	75 952
Salaires et traitements			297 690	258 573
Charges sociales			139 125	107 077
Dotations d'exploitation	sur immobilisations	- Dotations aux amortissements	40 253	42 506
		- Dotations aux provisions		
	Sur actif circulant : dotations aux provisions		5 823	5 077
	Pour risques et charges : dotations aux provisions		7 330	496
Autres charges			37 351	29 439
			Total des charges d'exploitation	3 276 014
			3 276 014	2 819 611
RÉSULTAT D'EXPLOITATION			140 269	65 065
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)				
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)				
Produits financiers de participations				
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés				11
Reprises sur provisions et transferts de charges				
Différences positives de change			1	1
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total des produits financiers			1	12
Dotations financières aux amortissements et provisions				
Intérêts et charges assimilées			17	48
Différences négatives de change			3	15
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total des charges financières			20	64
RÉSULTAT FINANCIER			-19	-52
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS			140 250	65 013

Société : DECATHLON FRANCE; Date de clôture : 31/12/2021

Arnaud Gauquelin

IV. Compte de résultat (suite) en K€

Compte de résultat (suite)	Exercice N	Exercice N-1
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	12	363
Produits exceptionnels sur opérations en capital	3 139	718
Reprises sur provisions et transferts de charges	10 130	13 658
<i>Total des produits exceptionnels</i>	13 281	14 739
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	303	23
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	6 487	4 441
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	6 737	11 319
<i>Total des charges exceptionnelles</i>	13 527	15 783
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL	-246	-1 044
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise	35 844	23 248
Impôts sur les bénéfices	32 046	11 780
<i>TOTAL DES PRODUITS</i>	3 429 566	2 899 427
<i>TOTAL DES CHARGES</i>	3 357 451	2 870 485
BÉNÉFICE OU PERTE (total des produits - total des charges)	72 115	28 941

Société : DECATHLON FRANCE; Date de clôture : 31/12/2021

ANNEXES COMPTABLES

Société : DECATHLON FRANCE

Forme juridique: Société par actions simplifiée

Siège social :4 Boulevard de Mons 59650 Villeneuve d'Ascq

Date de clôture: 31/12/2021

Arnaud Gauquelin

Société : DECATHLON FRANCE; Date de clôture : 31/12/2021

I. Caractéristiques de l'entreprise et faits significatifs de l'exercice

1. Caractéristiques de l'exercice

La Société DECATHLON FRANCE Société par actions simplifiée présente les caractéristiques suivantes :

Total bilan :	989 012 K€
Chiffre d'affaires :	3 395 133 K€
Résultat de l'exercice :	72 115 K€

2. Faits significatifs de l'exercice

Les mesures prises par le gouvernement en 2020 afin de lutter contre l'épidémie de Covid-19 avaient fortement perturbé les activités et significativement affecté les états financiers de l'exercice 2020.

Malgré la persistance de certains effets de la crise sanitaire, l'exercice 2021 s'avère en nette amélioration par rapport à l'exercice précédent, avec un retour au niveau d'activité pré-crise.

En effet, la société considère avoir développé une structure solidement résiliente face aux effets de la crise sanitaire : réorganisation de l'espace de travail afin d'assurer la sécurité sanitaire, recours au chômage partiel.

Ouvertures / Fermetures

Ouvertures: Orthez, Boulogne Billancourt, Pop-up Beynost, Metz

Relocalisations : Annemasse, Bourg en Bresse

Fermetures: Nanterre, Montesson, Villabé, Confluence

3. Événements post clôture

Les tensions géopolitiques en Ukraine ne sont pas de nature à ajuster les comptes clos au 31 décembre 2021.

Société : DECATHLON FRANCE; Date de clôture : 31/12/2021

II. Règles et méthodes comptables

Les comptes annuels, présentés en euros, sont présentés conformément aux principes et méthodes comptables définis par le règlement ANC 2016-07 relatif à la réécriture du plan comptable général en France.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation ;
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
- Indépendance des exercices ;

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Changements de principes, méthodes comptables et comparabilité des comptes

Conformément à la dernière mise à jour de la recommandation ANC 2013-02 du 7-13-2013 modifiée le 5-11-2021, la société a décidé d'adopter la nouvelle méthode de répartition des droits à prestations de ses régimes à prestations définies en vertu desquels une indemnité n'est due que si le salarié est présent à la date de son départ en retraite, dont le montant dépend de l'ancienneté et est plafonné à un certain nombre d'années de services consécutives. Pour rappel, jusqu'alors la société étalait son engagement de manière linéaire sur l'ensemble de la période d'emploi des salariés. L'adoption de la nouvelle méthode de répartition lui permettra d'étaler l'engagement uniquement à compter de la date à laquelle chaque année de services compte pour l'acquisition des droits à prestations, c'est-à-dire sur la période précédant l'âge de départ en retraite permettant d'atteindre le plafond.

Et les autres règles et méthodes retenues pour l'arrêté des comptes clos au 31/12/2021, sont identiques à celles de l'exercice précédent.

Les comptes annuels de l'exercice sont établis conformément aux principes de continuité de l'exploitation et d'indépendance des exercices.

III. Règles générales d'évaluation

1. Immobilisations incorporelles

Celles-ci figurent au bilan à leur coût d'entrée. Les droits au bail sont intégrés aux unités génératrices de trésorerie lors des tests de dépréciation d'actifs, présentés ci-après (voir le paragraphe sur les immobilisations corporelles).

Les logiciels micros ou gros systèmes sont amortis linéairement sur une période de un à quatre ans.

2. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont inscrites à leur coût d'acquisition. Les frais d'acquisition sont constitués majoritairement des frais de transport, des frais d'honoraires et de main d'oeuvre de prestataires pour l'installation de l'immobilisation.

Société : DECATHLON FRANCE; Date de clôture : 31/12/2021

En comptabilité, les biens sont amortis selon la méthode linéaire et dégressive sur la durée d'utilisation estimée des différentes catégories d'immobilisations, et en accord avec la législation fiscale en vigueur (CRC 2002-10). Ces durées sont principalement les suivantes :

	Durée d'usage	Mode	Durée d'utilisation	Mode
Constructions	15 à 30 ans	L	15 à 30 ans	L
Agencements	3 à 10 ans	D/L	4 à 15 ans	L
Installations techniques	3 à 10 ans	D/L	4 à 15 ans	L
Mat et Outillage	3 à 10 ans	D/L	2 à 10 ans	L
Autres immobilisations	1 à 10 ans	D/L	1 à 10 ans	L

Les frais d'entretien et de réparation sont passés en charge de l'exercice, sauf ceux exposés pour la prolongation de la durée d'utilisation d'un bien.

Le mode d'amortissement comptable est le linéaire. L'amortissement dégressif n'est utilisé que fiscalement et fait donc l'objet d'un amortissement dérogatoire.

Dépréciation d'actif d'exploitation :

Les actifs immobilisés corporels et incorporels font l'objet de dépréciation lorsque, du fait d'évènements ou de circonstances défavorables intervenus au cours de l'exercice, leur valeur actuelle apparaît inférieure à leur valeur nette comptable.

La valeur recouvrable d'un actif se définit comme étant la valeur la plus élevée entre le prix de vente net et sa valeur d'utilité. La valeur d'utilité est la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs susceptibles de découler d'un actif.

Les flux de trésorerie après impôts sont estimés sur la base des plans à 2 ans. Au-delà, les flux sont extrapolés sur une période de 3 ans avec prise en compte d'une valeur terminale, correspondant à une infinité d'années de flux de trésorerie en valeur terminale.

La valeur recouvrable des immobilisations est testée dès l'apparition d'indices de perte de valeur. L'indice de perte de valeur interne est le suivant:

Création de valeur $N-1 < 0$ ET Création de valeur $N < 0$,

Pour ce test, les immobilisations sont regroupées en unités génératrices de trésorerie (UGT), l'UGT qui a été retenue est le site.

Une dépréciation est comptabilisée dès lors que la valeur comptable de l'UGT, à laquelle le site appartient, excède sa valeur recouvrable.

La dotation comptabilisée au titre de l'exercice 2021 s'élève à 119 K€. La reprise de provision comptabilisée au titre de l'exercice 2021 s'élève quant à elle à 3 800 K€, soit une provision totale de 16 535 K€ au 31 décembre 2021.

Société : DECATHLON FRANCE; Date de clôture : 31/12/2021

3. Immobilisations financières

Les titres de participation figurent au bilan à leur coût d'entrée. Lorsque la valeur d'utilité d'une participation est inférieure à son coût d'entrée, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

La valeur d'utilité d'une participation est déterminée par référence à l'actif net économique de l'entreprise correspondante ainsi qu'aux perspectives d'évolutions générales de cette dernière.

Les prêts et autres créances immobilières sont évalués à leur valeur nominale. Ces éléments sont, le cas échéant, dépréciés par voie de provision pour les ramener à leur valeur de réalisation à la clôture de l'exercice.

4. Stocks et en-cours

Les stocks sont uniquement constitués de marchandises et sont évalués au plus bas de leur coût d'acquisition ou de leur valeur nette de réalisation. La valorisation retenue suit la méthode du PRMP.

Le coût d'acquisition comprend le prix d'achat, les ristournes déduites, les frais accessoires de transport et de logistique.

Les stocks sont, le cas échéant, dépréciés par voie de provision pour tenir compte de leur valeur probable de réalisation à la date de clôture de l'exercice.

5. Créances et dettes

Les créances et dettes sont valorisées à la valeur nominale.

Celles libellées en monnaies étrangères sont converties au taux de couverture. Celles qui ne font pas l'objet d'une couverture à terme sont évaluées sur la base du dernier cours de change connu à la date de clôture du bilan

Les créances sont dépréciées par voie de provision pour tenir compte d'éventuels risques de non-recouvrement.

Conformément à l'article L 225-43 du code de commerce, aucune avance, ni aucun crédit, ne sont consentis aux dirigeants et aux actionnaires de la société.

6. Provisions pour risques et charges

Les risques connus et susceptibles d'entraîner probablement une sortie de ressources financières sans contrepartie pour la société sont provisionnés à la clôture de l'exercice, dès lors qu'ils peuvent être estimés avec une précision suffisante dans le respect du principe de prudence.

Les provisions sont évaluées pour le montant correspondant à la meilleure estimation de la sortie de ressources nécessaire à l'extinction de l'obligation de l'entreprise envers le tiers, à savoir les dépenses qui n'auraient pas été engendrées en l'absence de cette obligation.

Lorsqu'il s'agit de l'évaluation d'une obligation unique et en présence de plusieurs hypothèses d'évaluation de la sortie de ressources, la meilleure estimation du passif correspond à l'hypothèse la plus probable

7. Emprunts et dettes financières

Ils sont évalués à leur valeur nominale.

Société : DECATHLON FRANCE; Date de clôture : 31/12/2021

8. Impôts courants et différés

La charge d'impôt sur le résultat correspond à l'impôt exigible calculé au taux applicable au bénéfice fiscal de l'exercice.

La société Décathlon France SAS fait partie de l'intégration fiscale dont la société intégrante est Décathlon SE. L'impôt est comptabilisé de la même manière que si chacune des sociétés de l'intégration fiscale était imposée séparément. Le bénéfice de cette opération est intégralement attribué à la société Décathlon SE.

En matière d'impôt différé, la société n'en comptabilise aucun.

Société : DECATHLON FRANCE; Date de clôture : 31/12/2021

IV. Informations relatives au bilan1. Composition du capital social

	Au début de l'exercice	Créés pendant l'exercice	Remboursés pendant l'exercice	A la clôture de l'exercice
Nombre d'actions	3 100 000	0	0	3 100 000
Valeurs unitaires en Euros	10	0	0	10

Tous les tableaux ci-dessous sont présentés en K€2. Variation des capitaux propres

CAPITAUX PROPRES	Ouverture	Augment.	Diminut.	Distribut. dividendes	Affectation du résultat N-1	Apports et fusions	Clôture
Capital social ou individuel	31 000						31 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport,	65 823						65 823
Ecart de réévaluation	0						0
Réserve légale	3 100						3 100
Réserves statutaires ou contractuelles	0						0
Réserves réglementées	0						0
Autres réserves	48 238			33 080			15 158
Report à nouveau	37 978			37 978			0
Résultat de l'exercice	28 941	72 115		28 941			72 115
Subventions d'investissement	2 214		32				2 182
Provisions réglementées	33 635	1 886	581				34 940
TOTAL CAPITAUX PROPRES	250 929	74 001	613	100 000	0	0	224 317

Société : DECATHLON FRANCE; Date de clôture : 31/12/2021

1. Immobilisations

Cadre A	IMMOBILISATIONS	Valeur brute au début de l'exercice	Augmentations		
			Réévaluation	Acqu. et apports	
	Frais d'établissement et de développement (I)	44			
	Autres postes d'immobilisations incorporelles (II)	6 522		98	
	Terrains				
Constructions	Sur sol propre				
	Sur sol d'autrui	358 141		26 937	
	Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
	Installations techniques, matériel et outillage industriels	38 706		3 666	
Autres immobilisations corporelles	Installations générales, agencements, aménagements divers	70 723		8 716	
	Matériel de transport	21			
	Matériel de bureau et mobilier informatique	16 573		1 437	
	Emballages récupérables et divers				
	Immobilisations corporelles en cours	4 476		1 815	
	Avances et acomptes	8		170	
	TOTAL III	488 649		42 741	
	Participations évaluées par mise en équivalence				
	Autres participations	141			
	Autres titres immobilisés				
	Prêts et autres immobilisations financières	3 610			
	TOTAL IV	3 751			
	TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)	498 965		42 839	
Cadre B	IMMOBILISATIONS	Diminutions		Valeur brute à la fin de l'exercice	Réévaluation
		Virement	Cession/ Activation		Valeur d'origine
	Frais d'établissement et de développement			44	
	Autres postes d'immobilisations incorporelles		503	6 117	
	Terrains				
Constructions	Sur sol propre				
	Sur sol d'autrui		22 656	362 423	
	Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
	Installations techniques, matériel et outillage industriels		3 628	38 745	
Autres immobilisations corporelles	Installations générales, agencements, aménagements divers		9 288	70 151	
	Matériel de transport		21		
	Matériel de bureau et mobilier informatique		1 242	16 768	
	Emballages récupérables et divers				
	Immobilisations corporelles en cours	2 203		4 088	
	Avances et acomptes	2		175	
	TOTAL III	2 205	36 834	492 351	
	Participations évaluées par mise en équivalence				
	Autres participations			141	
	Autres titres immobilisés				
	Prêts et autres immobilisations financières		275	3 335	
	TOTAL IV			3 475	
	TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)	2 205	37 337	501 987	

Société : DECATHLON FRANCE; Date de clôture : 31/12/2021

3. Amortissements

Cadre A		SITUATION ET MOUVEMENTS DES AMORTISSEMENTS DE L'EXERCICE					
Immobilisations amortissables		Début d'exercice	Augment.	Diminutions	Fin de l'exercice		
Frais d'établissement et de développement (I)		35	5		40		
Autres postes d'immobilisations incorporelles (II)		538	177	47	668		
Terrains							
Constructions	Sur sol propre						
	Sur sol d'autrui	211 745	26 034	17 890	219 889		
	Installations générales, agencements						
Installations techniques, matériels et outillages		27 784	4 101	3 446	28 439		
Autres immobilisations corporelles	Installations générales, agencements divers	46 470	8 355	8 341	46 484		
	Matériel de transport	14	2	16	0		
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	12 653	1 579	1 117	13 115		
	Emballages récupérables et divers						
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES (III)		298 666	40 070	30 809	307 928		
TOTAL GENERAL (I + II + III)		299 239	40 253	30 856	308 636		
Cadre B		VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES					
Immos	DOTATIONS			REPRISES			Fin de l'exercice
	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort fiscal exceptionnel	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort fiscal exceptionnel	
Frais d'établissement	0						0
Autres immob. incorporelles		17			170		-153
Terrains							
Constructions :							
Sur sol propre							
Sur sol autrui	1 676	1 367		1 521	1 050		472
Inst. gales., agenc. et am. des constructions	1 048	1		1 678			-629
Autres immobilisations :							
Inst. techn. mat. et outillage		101			150		-49
Inst gén., agenc. et am. des constructions							
Matériel de transport							
Mat bureau et inform mobilier	0	90			313		-223
Emballages récup. et divers							
CORPO.	2 724	1 560		3 199	1 513		-429
Frais acquis. de titres							
TOTAL	2 724	1 577		3 199	1 684		-581
Cadre C		Charges réparties sur plusieurs exercices		Début de l'exercice	Augment.	Diminutions	Fin de l'exercice
Frais d'émission d'emprunt à étaler							
Primes de remboursement des obligations							

Société : DECATHLON FRANCE; Date de clôture : 31/12/2021

4. Provisions

Nature des provisions	Début de l'exercice	Dotations	Reprises	Fin de l'exercice
Provisions gisements miniers et pétroliers				
Provisions investissements				
Provisions pour hausse des prix	3 063	2 318	431	4 949
Amortissements dérogatoires	30 572	4 301	4 883	29 991
- Dont majorations exceptionnelles de 30%				
Provisions implantation étranger avant 1.1.1992				
Provisions implantation étranger après 1.1.1992				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
TOTAL I	33 635	6 619	5 314	34 940
Provisions pour litige	7 549	1 230	6 129	2 650
Provisions pour garanties				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change				
Provisions pour pensions				
Provisions pour impôts	978		978	
Provisions pour renouvellement des immobilisations				
Provisions pour gros entretien				
Provisions pour charges soc et fisc sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges	604	6 100	30	6 674
TOTAL II	9 131	7 330	7 138	9 323
Provisions sur immos incorporelles				
Provisions sur immos corporelles	20 216	119	3 800	16 535
Provisions sur titres mis en équivalence				
Provisions sur titres de participation				
Provisions sur autres immobilisations financières				
TOTAL Provisions sur actif immobilisé	20 216	119	3800	16 535
Provisions sur stocks	4 525	3 351	4 513	3 364
Provisions sur comptes clients	545	969	542	972
Autres provisions pour dépréciations	34	1 499	1 427	107
TOTAL Provisions sur actif circulant	5 104	5 820	6 481	4 443
TOTAL III	25 320	5 938	10 281	20 978
TOTAL GENERAL	68 086	19 887	22 732	65 241
Dont dotations et reprises d'exploitation		13 153	12 640	
Dont dotations et reprises financières				
Dont dotations et reprises exceptionnelles		6 737	10 091	
Dépréciation des titres mis en équivalence				

Société : DECATHLON FRANCE; Date de clôture : 31/12/2021

5. Etat des créances et des dettes

Cadre A		Etat des créances	Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an	
		Créances rattachées à des participations				
		Prêts				
		Autres immos financières	3 335		3 335	
		TOTAL DES CREANCES LIEES A L'ACTIF IMMOBILISE	3 335		3 335	
		Clients douteux ou litigieux	1 510	1 510		
		Autres créances (1)	45 838	45 838		
		Créances représentatives de titres prêtés				
		Personnel et comptes rattachés	273	273		
		Securité sociale et autres organismes sociaux				
Etat et autres collectivités publiques	Impôts sur les bénéfices					
	Taxe sur la valeur ajoutée	29 857	29 857			
	Autres impôts					
	Etat - divers	95	95			
		Groupes et associés	442 588	442 588		
		Débiteurs divers	7 002	7 002		
		TOTAL CREANCES LIEES A L'ACTIF CIRCULANT	527 162	527 162		
		Charges constatées d'avance	19 750	19 750		
		TOTAL DES CREANCES	550 246	550 246		
		Prêts accordés en cours d'exercice				
		Remboursements obtenus en cours d'exercice				
		Prêts et avances consentis aux associés				
Cadre B		Etat des dettes	Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an et - de cinq ans	A plus de cinq ans
		Emprunts obligataires convertibles				
		Autres emprunts obligataires				
		Emprunts auprès des établissements de crédits moins de 1 an à l'origine				
		Emprunts auprès des établissements de crédits plus de 1 an à l'origine				
		Emprunts et dettes financières divers (2)	23	23		
		Fournisseurs et comptes rattachés (3)	554 359	554 359		
		Personnel et comptes rattachés	78 259	78 259		
		Sécurité sociale et autres organismes sociaux	31 080	31 080		
Etat et autres collectivités publiques	Impôts sur les bénéfices					
	Taxe sur la valeur ajoutée	55 941	55 941			
	Obligations cautionnées					
	Autres impôts	24 741	24 741			
		Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	3 300	3 300		
		Groupes et associés	0	0		
		Autres dettes	4 580	4 580		
		Dettes représentatives de titres empruntés				
		Produits constatés d'avance	647	647		
		TOTAL DES DETTES	752 931	752 931		
		Emprunts souscrits en cours d'exercice		Emprunts auprès des associés personnes physiques		
		Emprunts remboursés en cours d'exercice				

Société : DECATHLON FRANCE; Date de clôture : 31/12/2021

6. Charges à payer, produits à recevoir, charges et produits constatés d'avance

CHARGES A PAYER EN K€	Montant
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	2 441
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	70 254
Dettes fiscales et sociales	97 107
Dettes sur immobilisations et Comptes rattachés	3 296
Total	172 819
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE EN K€	19 750
Total	0
PRODUITS A RECEVOIR EN K€	22 248
Créances clients et comptes rattachés	16 506
Personnel et comptes rattachés	
Autres créances	5 742
Total	21 968
PRODUTS CONSTATES D'AVANCE EN K€	
Loyers à recevoir	584
Autres	63
Total	647

Société : DECATHLON FRANCE; Date de clôture : 31/12/2021

V. Informations relatives au compte de résultat1. Ventilation de l'effectif moyen au 31 décembre 2021

Effectif	Effectif moyen salarié	
	N	N-1
Cadres	2 546	2 511
Agents de maîtrise	417	598
Employés	10 701	11 955
Apprentis et stagiaires	862	198
TOTAL	14 526	15 262

2. Ventilation du chiffre d'affaires

Ventilation du chiffre d'affaires	Exercice N	Exercice N-1	Variation
Répartition par secteur d'activité			
Ventes de marchandises	3 336 734	2 823 817	18%
Production vendue biens		1	-100%
Production vendue services	58 399	51 636	13%
Répartition par marché géographique			
Chiffres d'affaires nets-France	3 394 147	2 874 379	18%
Chiffres d'affaires nets-Export	986	1 075	-8 %
Chiffres d'affaires nets	3 395 133	2 875 454	18%

3. Achats de marchandises

Les achats de marchandises inscrits au compte de résultat comprennent les prestations logistiques et les frais de transport pour 136 348 k €.

Société : DECATHLON FRANCE; Date de clôture : 31/12/2021

4. Transferts de charges

Les transferts de charges afférents à des remboursements emploi et formation (Fongécif) s'élèvent à 5 538 K€.

5. Détail des charges et produits exceptionnels

Libellé	Charges exceptionnelles	Produits exceptionnels
Pénalités et amendes	301 631	
opérations de gestions	1 414	12 318
VNC	6 486 820	
produit cession immobilisations		2 503 126
subvention d'investissement		635 888
Amortissement dérogatoire	4 301 318	4 882 573
Provisions hausse de prix	2 317 566	430 969
Dépréciation d'immobilisation	118 561	3 799 732
provisions impôt		978 072
transfert de charges		39 022
TOTAL	13 527 310	13 281 700

6. Résultat hors évaluation fiscale dérogatoire

Société : DECATHLON FRANCE; Date de clôture : 31/12/2021

Résultat net de l'exercice	72 115
Impôt sur les bénéfices	32 046
Créances d'impôt sur les sociétés	
= Résultat Avant Impôt	104 161
Amortissements dérogatoires (dotations-reprises)	-581
Autres provisions réglementées (dotations-reprises)	
Autres évaluations dérogatoires	
= Résultat hors évaluations fiscales dérogatoires	103 580

7. Accroissement et allègement de la dette future d'impôt

	Bases	Taux	Impôt
<i>Provisions réglementées :</i>			
<i>Amort dérogatoires</i>	29 990 604	25.83%	7 746 573
<i>Provision pour hausse des prix</i>	4 949 368	25.83%	1 278 422
<i>Charges non déductibles temporairement :</i>			
<i>Produits non taxables temporairement :</i>			
Accroissement de la dette d'impôt	34 939 972	25.83%	9 024 995
<i>Provisions non déductibles l'année de comptabilisation :</i>			
Tascom	11 658 482	25.83%	3 011 386
Contribution Sociale de Solidarité	5 381 249	25.83%	1 389 977
Participation légale	35 558 079	25.83%	9 184 652
Allègements futurs de la dette d'impôt	52 597 810	25.83%	13 586 014

Société : DECATHLON FRANCE; Date de clôture : 31/12/2021

8. Répartition de l'impôt sur les bénéfices

Répartition	Résultat avant impôt	Réintégration s Fiscales	Déductions Fiscales	Base Imposable	Impôt dû net	Résultat net après impôt
Résultat courant	140 250 119	18 033 652	-14 818 870	143 464 901	40 294 857	99 955 262
Résultat exceptionnel	-245 609	420 191	-4 118 406	-3 943 824	-1 120 440	874 831
Participation des salariés	- 35 843 646	35 558 079	-23 063 572	-23 349 139	-6 633 490	-29 210 156
Impôt sur exercice antérieur					- 495 301	495 301
Résultat comptable	104 160 864	54 011 922	-42 000 848	116 171 938	32 045 626	72 115 237

9. Informations relatives aux rémunérations des organes de gestion

Cette information n'est pas mentionnée car elle reviendrait à donner des rémunérations individuelles.

VI. Informations relatives aux engagements

1. Montant des engagements financiers

Engagements donnés

	Total	< 1 an	1 - 5 ans	> 5 ans
Paiements futurs au titre des contrats de location	210 933 163	72 301 015	126 724 378	11 907 770
Cautions pour dépôts de garantie				
• Société Générale	12 094 118			
• BNP	4 078 080			

Engagements reçus

Cautions, avals et garanties N/A
 Information en matière de crédit-bail: N/A

Société : DECATHLON FRANCE; Date de clôture : 31/12/2021

2. Engagement en matière de retraite

Les engagements de la société font l'objet d'un contrat d'assurance spécifique. Le montant des engagements au 31/12/21 s'élève à 26 252 K€ et le montant placé sur le fond s'élève à 5 926 K€. Il n'y a aucun versement complémentaire sur le fond pour couvrir les engagements de retraite à fin 2021.

La nouvelle méthode proposée par l'IFRS IC a été adoptée par l'IASB au cours du mois de Mai 2021. En conséquence, pour le régime des indemnités de fin de carrière, le ratio appliqué pour déterminer les engagements à la date d'évaluation est donc limité à la période d'acquisition des droits maximaux.

VII. Informations relatives aux entreprises liées

1. Information relative à l'intégration fiscale

La société Decathlon France SAS est intégrée dans le groupe consolidé dont l'entité mère est Decathlon SE dont le siège social est établi au 4 boulevard de Mons à Villeneuve d'Ascq (Siren 306 138 900).

2. Liste des filiales et participations

Filiales détenues à + de 50%	Capital Social	Capitaux propres	Quote part du capital en %	Résultat en Euros
SNC Decathlon & Cie MONACO	400 000	91 610	99.99%	100 258

VIII. Autres informations

Le montant des honoraires des commissaires aux comptes pour l'année 2021 s'élève à 74 K € pour le cabinet PWC et 71 K € pour le cabinet Mazars.

DECATHLON FRANCE

Société par actions simplifiée au capital variable

4 Boulevard de Mons

59650 Villeneuve d'Ascq

500 569 405 RCS Lille Métropole

**TEXTE DE LA DÉCISION D'AFFECTATION DE RÉSULTAT
SOUMISE ET ADOPTÉE PAR L'ASSOCIÉE UNIQUE
EN DATE DU 28 JUIN 2022**

DEUXIEME DECISION

L'Associée unique constate que les comptes qui lui sont présentés font ressortir un bénéfice de 72 115 237 euros.

La réserve légale étant déjà dotée à son maximum, l'Associé unique décide d'affecter à titre de dividende 72 115 237 euros.

Le revenu global procuré par chaque action s'élève à 24 euros.
Le dividende sera mis en paiement au plus tard le 31 juillet 2022.

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code général des impôts, nous vous rappelons l'état des distributions de dividendes au titre des trois exercices précédents :

Exercices	Versement	Montant des dividendes distribués	Dividendes par action
2020	2021	100 000 000 €	32,26 €
2019	2020	0 €	0 €
2018	2019	50 685 000 €	16,35 €

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

Certifié Conforme

Le Président

Monsieur Arnaud GAUQUELIN

Arnaud Gauquelin

DECATHLON FRANCE

Société par actions simplifiée au capital variable

4 Boulevard de Mons

59650 Villeneuve d'Ascq

500 569 405 RCS Lille Métropole

RAPPORT DE GESTION SUR LES OPERATIONS DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2021

Chère Associée unique,

Monsieur Arnaud GAUQUELIN, Président de la Société a, conformément aux textes légaux et réglementaires, établi le présent rapport sur les opérations de l'exercice clos le 31 décembre 2021, ainsi que sur les comptes annuels dudit exercice qu'il a arrêté, aujourd'hui soumis à l'approbation de l'Associée unique.

Nos Commissaires aux comptes donneront dans leurs rapports toutes informations quant à la régularité des comptes qui sont présentés.

Nous sommes à votre disposition pour vous donner toutes précisions et tous renseignements complémentaires qui pourraient vous paraître opportuns.

Nous reprenons ci-après, successivement, les différentes informations telles que prévues par la réglementation.

1. Présentation des états financiers

Le Président arrête définitivement les comptes de l'exercice 2021.

2. Situation et activité de la société au cours de l'exercice

Le bilan, le compte de résultat et l'annexe des comptes clos au 31 décembre 2021 joints au présent rapport de gestion vous donne toutes les informations nécessaires concernant la situation de la société au cours de l'exercice écoulé.

Compte tenu des produits et charges de toutes natures, l'activité de l'exercice écoulé se traduit ainsi par un bénéfice de 72 115 237 euros contre un bénéfice de 28 941 355 euros au titre de l'exercice précédent.

Au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2021, nous vous informons que l'exercice écoulé a permis la réalisation d'un chiffre d'affaires de 3 395 132 877 euros contre 2 875 453 631 euros pour l'exercice précédent.

3. Évènements importants survenus depuis la clôture de l'exercice

Les tensions géopolitiques en Ukraine ne sont pas de nature à ajuster les comptes clos au 31 décembre 2021.

4. Activité de la société en matière de recherche et développement

La Société n'a pas comptabilisé de frais en matière de recherche et développement au cours de l'exercice écoulé.

5. Evolutions prévisibles et perspectives d'avenir

Nous allons nous concentrer sur le développement du chiffre d'affaires, tout en restant très attaché au maintien à un juste niveau des frais de structure et de règlements.

6. Publication de la déclaration de performance extra-financière

En application de l'article L.225-102-1 IV du Code de commerce, la Société étant sous le contrôle de DECATHLON SE qui inclut la Société dans ses comptes consolidés conformément à l'article L.233-16 du Code de commerce, la Société n'est pas tenue de publier une déclaration sur la performance extra-financière.

7. Filiales et participations

Conformément aux dispositions de l'article L.233-6 alinéa 2 du Code de commerce, nous vous rendons comptes ci-dessous des résultats réalisés en 2022 par les filiales de la société et qui nous ont été communiqués à ce jour :

Société	Pourcentage de participation	Chiffre d'affaire en 2021	Résultat 2021
DECATHLON MONACO & CIE	99,9%	9 274 017.01 €	100 258 €

8. Prise de participation et de contrôle

Aucune prise de participation ni de contrôle n'est intervenue au cours de l'exercice.

9. Cession de participation

Aucune cession de participation n'est intervenue au cours de l'exercice.

10. Délai de paiements

Conformément aux dispositions de l'article L 441-6-1, al.1 du code de commerce, nous vous indiquons la décomposition, à la clôture de l'exercice :

- Du solde des dettes à l'égard des fournisseurs par date d'échéance, s'élevant à 554 359 462 euros au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2021 contre 472 452 294 euros au titre de l'exercice précédent,
- Du solde net des créances clients par date d'échéance s'élevant à 46 375 996 euros net au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2021 contre 42 310 732 euros net au titre de l'exercice précédent, et du solde des dettes clients, à savoir :

DECATHLON France SAS

ANNEE 2021

Factures reçues et émises non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu
(tableau prévu au I de l'article D. 441-4) : 31/12/2021

En Euros

DECATHLON FRANCE SAS

Factures reçues et émises non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu (tableau prévu au I de l'article D. 441-4)

En Euros

	Article D. 441 I.-1° Factures <i>reçues</i> non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu						Article D. 441 I.-2° Factures <i>émises</i> non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu					
	0 jour (indicatif)	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1 jour et plus)	0 jour (indicatif)	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1 jour et plus)
(A) Tranches de retard de paiement												
Nombre de factures concernées	75,999					15,494	8,407					825
Montant total des factures concernées TTC	462,935,483	8,072,245	280,077	-13,755	8,632,562	16,971,129	8,872,896	662,690	80,907	201,354	563,328	1,508,279
Pourcentage du montant total des achats TTC de l'exercice	15.07%	0.26%	0.01%	0.00%	0.28%	0.55%						
Pourcentage du chiffre d'affaires TTC de l'exercice							24.19%	1.81%	0.22%	0.55%	1.54%	4.11%
(B) Factures exclues du (A) relatives à des dettes et créances litigieuses ou non comptabilisées												
Nombre des factures exclues												
Montant total des factures exclues												
(C) Délais de paiement de référence utilisés (contractuel ou délai légal - article L 441-6 ou article L 443-1 du code de commerce)												
Délais de paiement de référence utilisés pour le calcul des retards de paiement	<input type="checkbox"/> Délais contractuels : (préciser) <input checked="" type="checkbox"/> Délais légaux: 45 jours fin de mois						<input checked="" type="checkbox"/> Délais contractuels : 30 jours fin de mois <input type="checkbox"/> Délais légaux: (préciser)					

11. Présentation des comptes et méthodes d'évaluation

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2021 ont été établis conformément aux règles de présentation et aux méthodes d'évaluation prévues par la réglementation en vigueur.

12. Proposition d'affectation du résultat

Ainsi que vous pouvez le constater les comptes qui vous sont présentés font ressortir un bénéfice de 72 115 237 euros.

La réserve légale étant déjà dotée à son maximum, nous vous proposons d'affecter à titre de dividende la somme de 72 115 237 euros.

Le revenu global procuré par chaque action s'élève à 24 euros.
Le dividende sera mis en paiement au plus tard le 31 juillet 2022.

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code général des impôts, nous vous rappelons l'état des distributions de dividendes au titre des trois exercices précédents :

Exercices	Versement	Montant des dividendes distribués	Dividendes par action
2020	2021	100 000 000 €	32,26 €
2019	2020	0 €	0 €
2018	2019	50 685 000 €	16,35 €

13. Dépenses non déductibles fiscalement

Conformément aux dispositions des articles 223 quater et 223 quinquies du Code général des impôts, nous vous informons que les comptes de l'exercice écoulé ne prennent pas en charge des dépenses non déductibles du résultat fiscal au sens des dispositions de l'article 39-4 du même code.

14. Conventions visées à l'article L.227-10 du Code de commerce

Nous vous précisons qu'au cours de l'exercice écoulé, il n'a été conclu aucune convention donnant lieu à l'application de l'article L.227-10 du Code de commerce.

15. Conclusion

Nous espérons que les résolutions qui vous sont proposées recevront votre agrément.

Le 10 juin 2022,

Le Président

Monsieur Arnaud GAUQUELIN

Arnaud Gauquelin

mazars

Business Pôle Les Près
22, rue Denis Papin
59650 Villeneuve d'Ascq



Crystal Park
63, rue de Villiers
92200 Neuilly-sur-Seine

DECATHLON FRANCE

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2021

Mazars

Société anonyme d'expertise comptable et de commissariat aux comptes
à directoire et conseil de surveillance
Siège social : 61, rue Henri Regnault 92075 Paris La Défense Cedex
Capital de 8 320 000 euros - RCS Lille Métropole 784 824 153

PricewaterhouseCoopers Audit

Société par actions simplifiée d'expertise comptable et de commissariat
aux comptes
Siège social : Crystal Park - 63 rue de Villiers - 92200 Neuilly-Sur-Seine Cedex
Capital de 2 510 460 euros - RCA Nanterre B 672 006 483

DECATHLON FRANCE

Société par actions simplifiée
RCS : 500 569 405 Lille Métropole

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2021

A l'associé unique de la société DECATHLON FRANCE,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société DECATHLON FRANCE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2021 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le changement de méthode comptable relatif aux indemnités de départs à la retraite, décrit dans la note II de l'annexe aux comptes annuels qui expose l'incidence de la première application de la norme ANC 2013-02 modifiée le 5 novembre 2021 relative aux règles d'évaluation et de comptabilisation des engagements de retraite et avantages similaires pour les comptes annuels selon les normes comptables françaises.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Estimations comptables

Votre société constitue des provisions pour couvrir les risques relatifs aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles, tels que décrits dans la note III « Règles générales d'évaluation » sous partie 2 « Immobilisations corporelles » de l'annexe. Nos travaux ont consisté à apprécier les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent ces estimations, à revoir les calculs effectués par la société et à estimer les procédures d'approbations de ces estimations par la direction.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'associé unique.

Nous attestons de la sincérité de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le président.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Les Commissaires aux comptes

Mazars

Villeneuve d'Ascq, le 14 juin 2022

Pricewaterhousecoopers Audit

Neuilly-sur-Seine, le 14 juin 2022

Isabelle Massa

Associée

Alexandre Decrand

Associé

COMPTES ANNUELS

Société : DECATHLON FRANCE
Forme juridique : Société par actions simplifiée
Siège social : 4 Boulevard de Mons 59650 Villeneuve d'Ascq
Date de clôture : 31/12/2021

COMPTES ANNUELS.....	1
I. Bilan : Actif en K€.....	4
II. Bilan : Passif en K€.....	5
III. Compte de résultat en K€.....	6
IV. Compte de résultat (suite) en K€.....	7
ANNEXES COMPTABLES.....	8
I. Caractéristiques de l'entreprise et faits significatifs de l'exercice	9
1. Caractéristiques de l'exercice.....	9
2. Faits significatifs de l'exercice	9
3. Evénements post-clôture.....	9
II. Règles et méthodes comptables	10
III. Règles générales d'évaluation	10
1. Immobilisations incorporelles	10
2. Immobilisations corporelles	10
3. Immobilisations financières.....	122
4. Stocks et en-cours.....	12
5. Créances et dettes	12
6. Provisions pour risques et charges.....	12
7. Emprunts et dettes financières.....	12
8. Impôts courants et différés	13
IV. Informations relatives au bilan.....	14
1. Composition du capital social	14
2. Variation des capitaux propres	14
3. Immobilisations	15
4. Amortissements	16
5. Provisions	17
6. Etat des créances et des dettes	18
7. Charges à payer, produits à recevoir, charges et produits constatés d'avance	19
V. Informations relatives au compte de résultat.....	20
1. Ventilation de l'effectif moyen au 31 décembre 2021	20
2. Ventilation du chiffre d'affaires.....	20
3. Achats de marchandises	20
4. Transferts de charges	21
5. Détail des charges et produits exceptionnels.....	21
6. Résultat hors évaluation fiscale dérogatoire.....	21
7. Accroissement et allègement de la dette future d'impôt	22
8. Répartition de l'impôt sur les bénéficiaires.....	23
9. Informations relatives aux rémunérations des organes de gestion	23
VI. Informations relatives aux engagements	23

1.	Montant des engagements financiers.....	23
2.	Engagement en matière de retraite	24
VII.	Informations relatives aux entreprises liées	24
1.	Information relative à l'intégration fiscale.....	24
2.	Liste des filiales et participations	24
VIII.	Autre information.....	24

I. Bilan : Actif en K€

BILAN-ACTIF	Exercice N			Exercice N-1
	Brut	Amortissements	Net	Net
Capital souscrit non appelé				
Frais d'établissement				
Frais de développement	44	39	5	9
Concessions,brevets et droits similaires	1 024	662	362	442
Fonds commercial	5 093	6	5 087	5 392
Autres immobilisations incorporelles				150
Avances sur immos incorporelles				
TOTAL immobilisations incorporelles	6 161	707	5 454	5 993
Terrains				
Constructions	362 423	236 425	125 998	126 180
Installations techniques, matériel	38 745	28 412	10 333	10 924
Autres immobilisations corporelles	86 919	59 626	27 293	28 178
Immobilisations en cours	4 088	0	4 088	4 476
Avances et acomptes	175		175	8
TOTAL immobilisations corporelles	492 351	324 464	167 887	169 766
Participations selon la méthode de meq				
Autres participations	141		141	141
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	3 334		3 334	3 610
TOTAL immobilisations financières	3 475	0	3 475	3 751
Total Actif Immobilisé	501 987	325 171	176 816	179 510
Matières premières, approvisionnements				
En cours de production de biens				
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises	244 243	3 364	240 879	247 576
TOTAL Stock	244 243	3 364	240 879	247 576
Avances et acomptes versés sur commandes	4 481		4 481	5 449
Clients et comptes rattachés	47 348	972	46 376	42 311
Autres créances	479 814	107	479 707	375 626
Capital souscrit et appelé, non versé				
TOTAL Créances	527162	1 079	526 083	417 936
Valeurs mobilières de placement (dont actions propre: 2)				
Disponibilités	21 003		21 003	38 681
TOTAL Disponibilités	21 003	0	21 003	38 681
Charges constatées d'avance	19 750		19 750	15 447
TOTAL Actif circulant	816 639	4 443	812 196	725 090
Frais d'émission d'emprunt à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Écarts de conversion actif				0
Total Général	1 318 626	329 614	989 012	904 600

II. Bilan : Passif en K€

BILAN-PASSIF	Exercice N	Exercice N-1
Capital social ou individuel (dont versé :)	31 000	31 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport,	65 822	65 822
Ecarts de réévaluation (dont écart d'équivalence :)		
Réserve légale	3 100	3 100
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées (dont réserve des prov. fluctuation des cours :)		
Autres réserves (dont réserve achat d'œuvres originales d'artistes :)	15 158	48 238
TOTAL Réserves	18 258	51 338
Report à nouveau		37 978
RÉSULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	72 115	28 941
Subventions d'investissement	2 182	2 214
Provisions réglementées	34 940	33 635
TOTAL CAPITAUX PROPRES	224 317	250 929
Produit des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
TOTAL AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques	9 324	8 153
Provisions pour charges		978
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	9 324	9 131
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	0	0
Emprunts et dettes financières divers (dont emprunts participatifs :)	24	16
TOTAL dettes financières	24	16
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	6 999	5 586
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	554 359	472 452
Dettes fiscales et sociales	190 021	165 222
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	3 300	6
Autres dettes	21	344
TOTAL dettes d'exploitation	754 724	643 610
Produits constatés d'avance	647	913
TOTAL DETTES	755 371	644 540
Ecarts de conversion passif		
TOTAL GÉNÉRAL - PASSIF	989 012	904 600

III. Compte de résultat en K€

Compte de résultat	Exercice N			Exercice N-1
	France	Exportation	Total	
Ventes de marchandises	3 335 995	739	3 336 734	2 823 817
Production vendue biens				1
Production vendue services	58 151	247	58 399	51 636
Chiffres d'affaires nets	3 394 147	986	3 395 133	2 875 454
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation				63
Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges			18 178	8 734
Autres produits			2 972	426
Total des produits d'exploitations (I)			3 416 283	2 884 676
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			2 217 773	1 865 996
Variation de stock (marchandises)			7 809	25 765
Achats de matières premières et autres approvisionnements (y compris droits de douane)				
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)				
Autres achats et charges externes			446 747	408 729
Impôts, taxes et versements assimilés			76 113	75 952
Salaires et traitements			297 690	258 573
Charges sociales			139 125	107 077
Dotations d'exploitation	sur immobilisations	- Dotations aux amortissements	40 253	42 506
		- Dotations aux provisions		
	Sur actif circulant : dotations aux provisions		5 823	5 077
	Pour risques et charges : dotations aux provisions		7 330	496
Autres charges			37 351	29 439
Total des charges d'exploitation			3 276 014	2 819 611
RÉSULTAT D'EXPLOITATION			140 269	65 065
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)				
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)				
Produits financiers de participations				
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés				11
Reprises sur provisions et transferts de charges				
Différences positives de change			1	1
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total des produits financiers			1	12
Dotations financières aux amortissements et provisions				
Intérêts et charges assimilés			17	48
Différences négatives de change			3	15
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total des charges financières			20	64
RÉSULTAT FINANCIER			-19	-52
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS			140 250	65 013

IV.Compte de résultat (suite) en K€

Compte de résultat (suite)	Exercice N	Exercice N-1
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	12	363
Produits exceptionnels sur opérations en capital	3 139	718
Reprises sur provisions et transferts de charges	10 130	13 658
Total des produits exceptionnels	13 281	14 739
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	303	23
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	6 487	4 441
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	6 737	11 319
Total des charges exceptionnelles	13 527	15 783
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL	-246	-1 044
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise	35 844	23 248
Impôts sur les bénéfices	32 046	11 780
TOTAL DES PRODUITS	3 429 566	2 899 427
TOTAL DES CHARGES	3 357 451	2 870 485
BÉNÉFICE OU PERTE (total des produits - total des charges)	72 115	28 941

ANNEXES COMPTABLES

Société : DECATHLON FRANCE

Forme juridique: Société par actions simplifiée

Siège social :4 Boulevard de Mons 59650 Villeneuve d'Ascq

Date de clôture: 31/12/2021

I. Caractéristiques de l'entreprise et faits significatifs de l'exercice

1. Caractéristiques de l'exercice

La Société DECATHLON FRANCE Société par actions simplifiée présente les caractéristiques suivantes :

Total bilan :	989 012 K€
Chiffre d'affaires :	3 395 133 K€
Résultat de l'exercice :	72 115 K€

2. Faits significatifs de l'exercice

Les mesures prises par le gouvernement en 2020 afin de lutter contre l'épidémie de Covid-19 avaient fortement perturbé les activités et significativement affecté les états financiers de l'exercice 2020.

Malgré la persistance de certains effets de la crise sanitaire, l'exercice 2021 s'avère en nette amélioration par rapport à l'exercice précédent, avec un retour au niveau d'activité pré-crise.

En effet, la société considère avoir développé une structure solidement résiliente face aux effets de la crise sanitaire : réorganisation de l'espace de travail afin d'assurer la sécurité sanitaire, recours au chômage partiel.

Ouvertures / Fermetures

Ouvertures: Orthez, Boulogne Billancourt, Pop-up Beynost, Metz

Relocalisations : Annemasse, Bourg en Bresse

Fermetures: Nanterre, Montesson, Villabé, Confluence

3. Evénements post clôture

Les tensions géopolitiques en Ukraine ne sont pas de nature à ajuster les comptes clos au 31 décembre 2021.

II. Règles et méthodes comptables

Les comptes annuels, présentés en euros, sont présentés conformément aux principes et méthodes comptables définis par le règlement ANC 2016-07 relatif à la réécriture du plan comptable général en France.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation ;
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
- Indépendance des exercices ;

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Changements de principes, méthodes comptables et comparabilité des comptes

Conformément à la dernière mise à jour de la recommandation ANC 2013-02 du 7-13-2013 modifiée le 5-11-2021, la société a décidé d'adopter la nouvelle méthode de répartition des droits à prestations de ses régimes à prestations définies en vertu desquels une indemnité n'est due que si le salarié est présent à la date de son départ en retraite, dont le montant dépend de l'ancienneté et est plafonné à un certain nombre d'années de services consécutives. Pour rappel, jusqu'alors la société étalait son engagement de manière linéaire sur l'ensemble de la période d'emploi des salariés. L'adoption de la nouvelle méthode de répartition lui permettra d'étaler l'engagement uniquement à compter de la date à laquelle chaque année de services compte pour l'acquisition des droits à prestations, c'est-à-dire sur la période précédant l'âge de départ en retraite permettant d'atteindre le plafond.

Et les autres règles et méthodes retenues pour l'arrêté des comptes clos au 31/12/2021, sont identiques à celles de l'exercice précédent.

Les comptes annuels de l'exercice sont établis conformément aux principes de continuité de l'exploitation et d'indépendance des exercices.

III. Règles générales d'évaluation

1. Immobilisations incorporelles

Celles-ci figurent au bilan à leur coût d'entrée. Les droits au bail sont intégrés aux unités génératrices de trésorerie lors des tests de dépréciation d'actifs, présentés ci-après (voir le paragraphe sur les immobilisations corporelles).

Les logiciels micros ou gros systèmes sont amortis linéairement sur une période de un à quatre ans.

2. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont inscrites à leur coût d'acquisition. Les frais d'acquisition sont constitués majoritairement des frais de transport, des frais d'honoraires et de main d'oeuvre de prestataires pour l'installation de l'immobilisation.

En comptabilité, les biens sont amortis selon la méthode linéaire et dégressive sur la durée d'utilisation estimée des différentes catégories d'immobilisations, et en accord avec la législation fiscale en vigueur (CRC 2002-10). Ces durées sont principalement les suivantes :

	Durée d'usage	Mode	Durée d'utilisation	Mode
Constructions	15 à 30 ans	L	15 à 30 ans	L
Agencements	3 à 10 ans	D/L	4 à 15 ans	L
Installations techniques	3 à 10 ans	D/L	4 à 15 ans	L
Mat et Outillage	3 à 10 ans	D/L	2 à 10 ans	L
Autres immobilisations	1 à 10 ans	D/L	1 à 10 ans	L

Les frais d'entretien et de réparation sont passés en charge de l'exercice, sauf ceux exposés pour la prolongation de la durée d'utilisation d'un bien.

Le mode d'amortissement comptable est le linéaire. L'amortissement dégressif n'est utilisé que fiscalement et fait donc l'objet d'un amortissement dérogatoire.

Dépréciation d'actif d'exploitation :

Les actifs immobilisés corporels et incorporels font l'objet de dépréciation lorsque, du fait d'évènements ou de circonstances défavorables intervenus au cours de l'exercice, leur valeur actuelle apparaît inférieure à leur valeur nette comptable.

La valeur recouvrable d'un actif se définit comme étant la valeur la plus élevée entre le prix de vente net et sa valeur d'utilité. La valeur d'utilité est la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs susceptibles de découler d'un actif.

Les flux de trésorerie après impôts sont estimés sur la base des plans à 2 ans. Au-delà, les flux sont extrapolés sur une période de 3 ans avec prise en compte d'une valeur terminale, correspondant à une infinité d'années de flux de trésorerie en valeur terminale.

La valeur recouvrable des immobilisations est testée dès l'apparition d'indices de perte de valeur. L'indice de perte de valeur interne est le suivant:

Création de valeur $N-1 < 0$ ET Création de valeur $N < 0$,

Pour ce test, les immobilisations sont regroupées en unités génératrices de trésorerie (UGT), l'UGT qui a été retenue est le site.

Une dépréciation est comptabilisée dès lors que la valeur comptable de l'UGT, à laquelle le site appartient, excède sa valeur recouvrable.

La dotation comptabilisée au titre de l'exercice 2021 s'élève à 119 K€. La reprise de provision comptabilisée au titre de l'exercice 2021 s'élève quant à elle à 3 800 K€, soit une provision totale de 16 535 K€ au 31 décembre 2021.

3. Immobilisations financières

Les titres de participation figurent au bilan à leur coût d'entrée. Lorsque la valeur d'utilité d'une participation est inférieure à son coût d'entrée, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

La valeur d'utilité d'une participation est déterminée par référence à l'actif net économique de l'entreprise correspondante ainsi qu'aux perspectives d'évolutions générales de cette dernière.

Les prêts et autres créances immobilières sont évalués à leur valeur nominale. Ces éléments sont, le cas échéant, dépréciés par voie de provision pour les ramener à leur valeur de réalisation à la clôture de l'exercice.

4. Stocks et en-cours

Les stocks sont uniquement constitués de marchandises et sont évalués au plus bas de leur coût d'acquisition ou de leur valeur nette de réalisation. La valorisation retenue suit la méthode du PRMP.

Le coût d'acquisition comprend le prix d'achat, les ristournes déduites, les frais accessoires de transport et de logistique.

Les stocks sont, le cas échéant, dépréciés par voie de provision pour tenir compte de leur valeur probable de réalisation à la date de clôture de l'exercice.

5. Créances et dettes

Les créances et dettes sont valorisées à la valeur nominale.

Celles libellées en monnaies étrangères sont converties au taux de couverture. Celles qui ne font pas l'objet d'une couverture à terme sont évaluées sur la base du dernier cours de change connu à la date de clôture du bilan

Les créances sont dépréciées par voie de provision pour tenir compte d'éventuels risques de non-recouvrement.

Conformément à l'article L 225-43 du code de commerce, aucune avance, ni aucun crédit, ne sont consentis aux dirigeants et aux actionnaires de la société.

6. Provisions pour risques et charges

Les risques connus et susceptibles d'entraîner probablement une sortie de ressources financières sans contrepartie pour la société sont provisionnés à la clôture de l'exercice, dès lors qu'ils peuvent être estimés avec une précision suffisante dans le respect du principe de prudence.

Les provisions sont évaluées pour le montant correspondant à la meilleure estimation de la sortie de ressources nécessaire à l'extinction de l'obligation de l'entreprise envers le tiers, à savoir les dépenses qui n'auraient pas été engendrées en l'absence de cette obligation.

Lorsqu'il s'agit de l'évaluation d'une obligation unique et en présence de plusieurs hypothèses d'évaluation de la sortie de ressources, la meilleure estimation du passif correspond à l'hypothèse la plus probable

7. Emprunts et dettes financières

Ils sont évalués à leur valeur nominale.

8. Impôts courants et différés

La charge d'impôt sur le résultat correspond à l'impôt exigible calculé au taux applicable au bénéfice fiscal de l'exercice.

La société Décathlon France SAS fait partie de l'intégration fiscale dont la société intégrante est Décathlon SE. L'impôt est comptabilisé de la même manière que si chacune des sociétés de l'intégration fiscale était imposée séparément. Le bénéfice de cette opération est intégralement attribué à la société Décathlon SE.

En matière d'impôt différé, la société n'en comptabilise aucun.

IV. Informations relatives au bilan

1. Composition du capital social

	Au début de l'exercice	Créés pendant l'exercice	Remboursés pendant l'exercice	A la clôture de l'exercice
Nombre d'actions	3 100 000	0	0	3 100 000
Valeurs unitaires en Euros	10	0	0	10

Tous les tableaux ci-dessous sont présentés en K€

2. Variation des capitaux propres

CAPITAUX PROPRES	Ouverture	Augment.	Diminut.	Distribut. dividendes	Affectation du résultat N-1	Apports et fusions	Clôture
Capital social ou individuel	31 000						31 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport,	65 823						65 823
Ecart de réévaluation	0						0
Réserve légale	3 100						3 100
Réserves statutaires ou contractuelles	0						0
Réserves réglementées	0						0
Autres réserves	48 238			33 080			15 158
Report à nouveau	37 978			37 978			0
Résultat de l'exercice	28 941	72 115		28 941			72 115
Subventions d'investissement	2 214		32				2 182
Provisions réglementées	33 635	1 886	581				34 940
TOTAL CAPITAUX PROPRES	250 929	74 001	613	100 000	0	0	224 317

1. Immobilisations

Cadre A	IMMOBILISATIONS	Valeur brute au début de l'exercice	Augmentations		
			Réévaluation	Acqu. et apports	
	Frais d'établissement et de développement (I)	44			
	Autres postes d'immobilisations incorporelles (II)	6 522		98	
	Terrains				
Constructions	Sur sol propre				
	Sur sol d'autrui	358 141		26 937	
	Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
	Installations techniques, matériel et outillage industriels	38 706		3 666	
Autres immobilisations corporelles	Installations générales, agencements, aménagements divers	70 723		8 716	
	Matériel de transport	21			
	Matériel de bureau et mobilier informatique	16 573		1 437	
	Emballages récupérables et divers				
	Immobilisations corporelles en cours	4 476		1 815	
	Avances et acomptes	8		170	
TOTAL III		488 649		42 741	
	Participations évaluées par mise en équivalence				
	Autres participations	141			
	Autres titres immobilisés				
	Prêts et autres immobilisations financières	3 610			
TOTAL IV		3 751			
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)		498 965		42 839	
Cadre B	IMMOBILISATIONS	Diminutions		Valeur brute à la fin de l'exercice	Réévaluation
		Virement	Cession/Activation		Valeur d'origine
	Frais d'établissement et de développement			44	
	Autres postes d'immobilisations incorporelles		503	6 117	
	Terrains				
Constructions	Sur sol propre				
	Sur sol d'autrui		22 656	362 423	
	Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
	Installations techniques, matériel et outillage industriels		3 628	38 745	
Autres immobilisations corporelles	Installations générales, agencements, aménagements divers		9 288	70 151	
	Matériel de transport		21		
	Matériel de bureau et mobilier informatique		1 242	16 768	
	Emballages récupérables et divers				
	Immobilisations corporelles en cours	2 203		4 088	
	Avances et acomptes	2		175	
TOTAL III		2 205	36 834	492 351	
	Participations évaluées par mise en équivalence				
	Autres participations			141	
	Autres titres immobilisés				
	Prêts et autres immobilisations financières		275	3 335	
TOTAL IV				3 475	
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)		2 205	37 337	501 987	

3. Amortissements

Cadre A		SITUATION ET MOUVEMENTS DES AMORTISSEMENTS DE L'EXERCICE					
Immobilisations amortissables		Début d'exercice	Augment.	Diminutions	Fin de l'exercice		
Frais d'établissement et de développement (I)		35	5		40		
Autres postes d'immobilisations incorporelles (II)		538	177	47	668		
Terrains							
Constructions	Sur sol propre						
	Sur sol d'autrui	211 745	26 034	17 890	219 889		
	Installations générales, agencements						
Installations techniques, matériels et outillages		27 784	4 101	3 446	28 439		
Autres immobilisations corporelles	Installations générales, agencements divers	46 470	8 355	8 341	46 484		
	Matériel de transport	14	2	16	0		
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	12 653	1 579	1 117	13 115		
	Emballages récupérables et divers						
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES (III)		298 666	40 070	30 809	307 928		
TOTAL GENERAL (I + II + III)		299 239	40 253	30 856	308 636		
Cadre B		VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES					
Immos	DOTATIONS			REPRISES			Fin de l'exercice
	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort fiscal exceptionnel	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort fiscal exceptionnel	
Frais d'établissement	0						0
Autres immob. incorporelles		17			170		-153
Terrains							
Constructions :							
Sur sol propre							
Sur sol autrui	1 676	1 367		1 521	1 050		472
Inst. gales., agenc. et am. des constructions	1 048	1		1 678			-629
Autres immobilisations :							
Inst. techn. mat. et outillage		101			150		-49
Inst gén., agenc. et am. des constructions							
Matériel de transport							
Mat bureau et inform mobilier	0	90			313		-223
Emballages récup. et divers							
CORPO.	2 724	1 560		3 199	1 513		-429
Frais acquis. de titres							
TOTAL	2 724	1 577		3 199	1 684		-581
Cadre C		Charges réparties sur plusieurs exercices		Début de l'exercice	Augment.	Diminutions	Fin de l'exercice
Frais d'émission d'emprunt à étaler							
Primes de remboursement des obligations							

4. Provisions

Nature des provisions	Début de l'exercice	Dotations	Reprises	Fin de l'exercice
Provisions gisements miniers et pétroliers				
Provisions investissements				
Provisions pour hausse des prix	3 063	2 318	431	4 949
Amortissements dérogatoires	30 572	4 301	4 883	29 991
- Dont majorations exceptionnelles de 30%				
Provisions implantation étranger avant 1.1.1992				
Provisions implantation étranger après 1.1.1992				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
TOTAL I	33 635	6 619	5 314	34 940
Provisions pour litige	7 549	1 230	6 129	2 650
Provisions pour garanties				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change				
Provisions pour pensions				
Provisions pour impôts	978		978	
Provisions pour renouvellement des immobilisations				
Provisions pour gros entretien				
Provisions pour charges soc et fisc sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges	604	6 100	30	6 674
TOTAL II	9 131	7 330	7 138	9 323
Provisions sur immos incorporelles				
Provisions sur immos corporelles	20 216	119	3 800	16 535
Provisions sur titres mis en équivalence				
Provisions sur titres de participation				
Provisions sur autres immobilisations financières				
TOTAL Provisions sur actif immobilisé	20 216	119	3 800	16 535
Provisions sur stocks	4 525	3 351	4 513	3 364
Provisions sur comptes clients	545	969	542	972
Autres provisions pour dépréciations	34	1 499	1 427	107
TOTAL Provisions sur actif circulant	5 104	5 820	6 481	4 443
TOTAL III	25 320	5 938	10 281	20 978
TOTAL GENERAL	68 086	19 887	22 732	65 241
Dont dotations et reprises d'exploitation		13 153	12 640	
Dont dotations et reprises financières				
Dont dotations et reprises exceptionnelles		6 737	10 091	
Dépréciation des titres mis en équivalence				

5. Etat des créances et des dettes

Cadre A		Etat des créances	Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an	
		Créances rattachées à des participations				
		Prêts				
		Autres immos financières	3 335		3 335	
		TOTAL DES CREANCES LIEES A L'ACTIF IMMOBILISE	3 335		3 335	
		Clients douteux ou litigieux	1 510	1 510		
		Autres créances (1)	45 838	45 838		
		Créances représentatives de titres prêtés				
		Personnel et comptes rattachés	273	273		
		Securité sociale et autres organismes sociaux				
Etat et autres collectivités publiques	Impôts sur les bénéfices					
	Taxe sur la valeur ajoutée	29 857	29 857			
	Autres impôts					
	Etat - divers	95	95			
		Groupes et associés	442 588	442 588		
		Débiteurs divers	7 002	7 002		
		TOTAL CREANCES LIEES A L'ACTIF CIRCULANT	527 162	527 162		
		Charges constatées d'avance	19 750	19 750		
		TOTAL DES CREANCES	550 246	550 246		
		Prêts accordés en cours d'exercice				
		Remboursements obtenus en cours d'exercice				
		Prêts et avances consentis aux associés				
Cadre B		Etat des dettes	Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an et - de cinq ans	A plus de cinq ans
		Emprunts obligataires convertibles				
		Autres emprunts obligataires				
		Emprunts auprès des établissements de crédits moins de 1 an à l'origine				
		Emprunts auprès des établissements de crédits plus de 1 an à l'origine				
		Emprunts et dettes financières divers (2)	23	23		
		Fournisseurs et comptes rattachés (3)	554 359	554 359		
		Personnel et comptes rattachés	78 259	78 259		
		Sécurité sociale et autres organismes sociaux	31 080	31 080		
Etat et autres collectivités publiques	Impôts sur les bénéfices					
	Taxe sur la valeur ajoutée	55 941	55 941			
	Obligations cautionnées					
	Autres impôts	24 741	24 741			
		Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	3 300	3 300		
		Groupes et associés	0	0		
		Autres dettes	4 580	4 580		
		Dette représentative de titres empruntés				
		Produits constatés d'avance	647	647		
		TOTAL DES DETTES	752 931	752 931		
		Emprunts souscrits en cours d'exercice		Emprunts auprès des associés personnes physiques		
		Emprunts remboursés en cours d'exercice				

6. Charges à payer, produits à recevoir, charges et produits constatés d'avance

CHARGES A PAYER EN K€	Montant
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	2 441
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	70 254
Dettes fiscales et sociales	97 107
Dettes sur immobilisations et Comptes rattachés	3 296
Total	172 819
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE EN K€	19 750
Total	0
PRODUITS A RECEVOIR EN K€	22 248
Créances clients et comptes rattachés	16 506
Personnel et comptes rattachés	
Autres créances	5 742
Total	21 968
PRODUITS CONSTATES D'AVANCE EN K€	
Loyers à recevoir	584
Autres	63
Total	647

V. Informations relatives au compte de résultat

1. Ventilation de l'effectif moyen au 31 décembre 2021

Effectif	Effectif moyen salarié	
	N	N-1
Cadres	2 546	2 511
Agents de maîtrise	417	598
Employés	10 701	11 955
Apprentis et stagiaires	862	198
TOTAL	14 526	15 262

2. Ventilation du chiffre d'affaires

Ventilation du chiffre d'affaires	Exercice N	Exercice N-1	Variation
Répartition par secteur d'activité			
Ventes de marchandises	3 336 734	2 823 817	18%
Production vendue biens		1	-100%
Production vendue services	58 399	51 636	13%
Répartition par marché géographique			
Chiffres d'affaires nets-France	3 394 147	2 874 379	18%
Chiffres d'affaires nets-Export	986	1 075	-8 %
Chiffres d'affaires nets	3 395 133	2 875 454	18%

3. Achats de marchandises

Les achats de marchandises inscrits au compte de résultat comprennent les prestations logistiques et les frais de transport pour 136 348 k €.

4. Transferts de charges

Les transferts de charges afférents à des remboursements emploi et formation (Fongécif) s'élèvent à 5 538 K€.

5. Détail des charges et produits exceptionnels

Libellé	Charges exceptionnelles	Produits exceptionnels
Pénalités et amendes	301 631	
opérations de gestions	1 414	12 318
VNC	6 486 820	
produit cession immobilisations		2 503 126
subvention d'investissement		635 888
Amortissement dérogatoire	4 301 318	4 882 573
Provisions hausse de prix	2 317 566	430 969
Dépréciation d'immobilisation	118 561	3 799 732
provisions impôt		978 072
transfert de charges		39 022
TOTAL	13 527 310	13 281 700

6. Résultat hors évaluation fiscale dérogatoire

Résultat net de l'exercice	72 115
Impôt sur les bénéfices	32 046
Créances d'impôt sur les sociétés	
= Résultat Avant Impôt	104 161
Amortissements dérogatoires (dotations-reprises)	-581
Autres provisions règlementées (dotations-reprises)	
Autres évaluations dérogatoires	
= Résultat hors évaluations fiscales dérogatoires	103 580

7. Accroissement et allègement de la dette future d'impôt

	Bases	Taux	Impôt
<i>Provisions règlementées :</i>			
<i>Amort dérogatoires</i>	29 990 604	25.83%	7 746 573
<i>Provision pour hausse des prix</i>	4 949 368	25.83%	1 278 422
<i>Charges non déductibles temporairement :</i>			
<i>Produits non taxables temporairement :</i>			
Accroissement de la dette d'impôt	34 939 972	25.83%	9 024 995
<i>Provisions non déductibles l'année de comptabilisation :</i>			
Tascom	11 658 482	25.83%	3 011 386
Contribution Sociale de Solidarité	5 381 249	25.83%	1 389 977
Participation légale	35 558 079	25.83%	9 184 652
Allègements futurs de la dette d'impôt	52 597 810	25.83%	13 586 014

8. Répartition de l'impôt sur les bénéfices

Répartition	Résultat avant impôt	Réintégrations Fiscales	Déductions Fiscales	Base Imposable	Impôt dû net	Résultat net après impôt
Résultat courant	140 250 119	18 033 652	-14 818 870	143 464 901	40 294 857	99 955 262
Résultat exceptionnel	-245 609	420 191	-4 118 406	-3 943 824	-1 120 440	874 831
Participation des salariés	- 35 843 646	35 558 079	-23 063 572	-23 349 139	-6 633 490	-29 210 156
Impôt sur exercice antérieur					- 495 301	495 301
Résultat comptable	104 160 864	54 011 922	-42 000 848	116 171 938	32 045 626	72 115 237

9. Informations relatives aux rémunérations des organes de gestion

Cette information n'est pas mentionnée car elle reviendrait à donner des rémunérations individuelles.

VI. Informations relatives aux engagements

1. Montant des engagements financiers

Engagements donnés

	Total	< 1 an	1 - 5 ans	> 5 ans
Paiements futurs au titre des contrats de location	210 933 163	72 301 015	126 724 378	11 907 770
Cautions pour dépôts de garantie				
• Société Générale	12 094 118			
• BNP	4 078 080			

Engagements reçus

Cautions, avals et garanties N/A
 Information en matière de crédit-bail: N/A

2. Engagement en matière de retraite

Les engagements de la société font l'objet d'un contrat d'assurance spécifique. Le montant des engagements au 31/12/21 s'élève à 26 252 K€ et le montant placé sur le fond s'élève à 5 926 K€. Il n'y a aucun versement complémentaire sur le fond pour couvrir les engagements de retraite à fin 2021.

La nouvelle méthode proposée par l'IFRS IC a été adoptée par l'IASB au cours du mois de Mai 2021. En conséquence, pour le régime des indemnités de fin de carrière, le ratio appliqué pour déterminer les engagements à la date d'évaluation est donc limité à la période d'acquisition des droits maximaux.

VII. Informations relatives aux entreprises liées

1. Information relative à l'intégration fiscale

La société Decathlon France SAS est intégrée dans le groupe consolidé dont l'entité mère est Decathlon SE dont le siège social est établi au 4 boulevard de Mons à Villeneuve d'Ascq (Siren 306 138 900).

2. Liste des filiales et participations

Filiales détenues à + de 50%	Capital Social	Capitaux propres	Quote part du capital en %	Résultat en Euros
SNC Decathlon & Cie MONACO	400 000	91 610	99.99%	100 258

VIII. Autres informations

Le montant des honoraires des commissaires aux comptes pour l'année 2021 s'élève à 74 K € pour le cabinet PWC et 71 K € pour le cabinet Mazars.